

LE COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS DE LA VILLE DE MONS a l'honneur de vous informer qu'il y aura séance du Conseil communal le **LUNDI 24 FÉVRIER 2003 à 18 heures, à l'Hôtel de Ville, Salon Gothique.**

ORDRE DU JOUR

N° d'ordre	INDICATION SOMMAIRE DE L'AFFAIRE	N° des dossiers
	<u>SÉANCE PUBLIQUE</u> <u>RAPPORTEUR : M. DI RUPO</u>	
1.	<u>POLICE-CIRCULATION</u> a) Confirmation de l'arrêté d'urgence du Bourgmestre suite à un effondrement en voirie, survenu à Cuesmes, rue de la Liberté, 30 b) Confirmation de l'arrêté d'urgence du Bourgmestre suite à la réfection des câbles souterrains à Maisières, rue Grande, 134. c) Confirmation de l'arrêté d'urgence du Bourgmestre suite à un effondrement en voirie survenu à Mons, rue des Charriers, 9 d) Mons, avenue du Tir. Abrogation du règlement du Conseil communal du 12.11.1975 (ancien Centre PMS). e) Mons, rue Notre-Dame. Réglementation du stationnement le long de l'immeuble n°s 36/38. f) Mons, rue du Parc. Instauration d'un emplacement de stationnement pour handicapés à hauteur de l'immeuble n° 19. g) Mons. Résidence "Green Park". Création d'une zone "30".	Police 6002/CU/54 Police 6002/OD Police 6002/75 Police 6002/360 Police 6002/265 Police 6002/274 Police 6002/396

N° d'ordre	INDICATION SOMMAIRE DE L'AFFAIRE	N° des dossiers
	h) Mons. Digue des Peupliers. Création d'un passage pour piétons.	Police 6002/286
	i) Mons, rue des Brasseurs. Réglementation de la circulation et du stationnement.	Police 6002/44
2.	Programme INTERREG III – Toxicomanies. Approbation des projets définitifs.	Service Prévention 28.2.42
3.	Dénomination d'une voie publique à Obourg.	2e Telex
4.	Adaptation de la facturation des missions du Service Incendie	Service Incendie
5.	Autorisation d'ester en justice contre une personne qui reste redevable de la redevance pour la mise à la crèche d'un enfant.	Contentieux RECPFAC
6.	Autorisation de se constituer partie civile contre une personne présumée responsable du chef de dépôt clandestin d'immondices rue du Grand Trou Oudart à Mons.	Contentieux RECPFAC
7.	Autorisation de se constituer partie civile contre la personne présumée responsable des dégâts occasionnés aux biens publics lors d'un accident de roulage du 4.11.2001.	Contentieux RECPFAC
8.	Autorisation de se constituer partie civile contre la personne présumée responsable des dégâts occasionnés aux biens publics lors d'un accident de roulage du 14 décembre 2001.	Contentieux RECPFAC
9.	Autorisation d'ester en justice en vue d'entamer la procédure judiciaire de récupération de créances pour la location de l'ancienne Station Esso sise Avenue Maistriau, 6 à Mons.	Contentieux RECPFAC
10.	Autorisation d'ester en justice en vue d'entamer la procédure judiciaire de récupération de créances et d'expulsion des lieux pour la location d'un appartement sis rue Hector Delanois, 26/2 à Cuesmes.	Contentieux RECPFAC
11.	Motion relative à la menace de guerre en Irak. Point inscrit à la demande de M. le Conseiller communal Jean-Pierre VISEUR.	Cabinet du Bourgmestre

N° d'ordre	INDICATION SOMMAIRE DE L'AFFAIRE	N° des dossiers
	<u>RAPPORTEUR : M. BIEFNOT</u>	
12.	Mont de Piété - Restauration extérieure. Approbation du projet et détermination du mode de passation du marché.	3e/1e E/2003.SUB.773. 090.MG
13.	Aménagement d'une piste cyclable et piétonne le long de l'étang du Pont Rouge à Mons - Travaux subsidiés. Approbation du projet et détermination du mode de passation du marché.	3e/2e E/2003.421.068. 00.MC
14.	École Barigand-Limauge - Travaux d'aménagement - 3 lots – Projet et détermination du mode de passation du marché – application des articles 234 et 249 de la loi Communale. Information au Conseil Communal. Approbation de la dépense.	3e/1e E/2003.SUB.722 116.AS
15.	Réalisation d'un nouveau stade de basket ball sur le site des Halles de Jemappes à Mons. Marché de services pour la mission architecturale, les études de stabilité, de techniques spéciales et la mission de coordination de sécurité. Approbation de l'avis de marché, du cahier des charges et détermination du mode de passation du marché.	3e/3e E/2003.764. 139.TO
16.	Ratification des modifications apportées par le Collège des Bourgmestre et Échevins aux conditions de marchés des projets déjà approuvés par le Conseil Communal en vue d'inclure dans les cahiers des charges une disposition relative aux intérêts dus en cas de retard de paiement.	3e/3e E/TO-2.DOC
17.	Ratification des modifications apportées aux conditions de marchés des projets déjà approuvés par le Conseil Communal relatifs à : - Cuesmes/rue de Ciplu - Amélioration et égouttage et Hyon/rue de l'Héribus – Amélioration Travaux subsidiés - triennal 2001-2003 - Jemappes/Quartier Nouvelle Chasse – Amélioration et égouttage - Travaux subsidiés - triennal 2001-2003.	3e/3e E/99.TRI.421. 02.MC E/99.TRI.421. 05.MC

N° d'ordre	INDICATION SOMMAIRE DE L'AFFAIRE	N° des dossiers
18.	Ratification des modifications apportées aux conditions de marchés du projet déjà approuvé par le Conseil Communal relatif à la construction de la nouvelle tribune du R.A.E.C.	3e/1e E/2003.SUB. 764.140.AS
19.	Réaménagement des trottoirs à la rue de la Barrière à Ghlin. Crédits d'impulsion 2002 "Cheminements piétons". Approbation de la convention de suivi entre la Ville de Mons et la Région wallonne.	3e/2e E/2002.421. 047.MC
20.	École du Rossignol – lot 2 : équipement sportif. Rectification du mode de compensation de la dépense.	3e/1e E/2002.SUB.722. 055.AS
21.	Projet de valorisation urbaine (Phasing out). Choix d'équipes d'architectes. Information au Conseil Communal du mode de passation et de l'avis de marché approuvés par le Collège en application de l'Article 234 de la Loi communale.	3e/1e E/2003.569. 091.AB
22.	Projets "Aménagement Grand-Place" et "Valorisation urbaine" Marché de services pour une mission de réalisation de photos redressées. Approbation du cahier des charges et détermination du mode de passation du marché.	3e/1e E/2003.569.090 091.AB
23.	Projet "Aménagement Grand-Place" (Phasing out). Choix d'équipes pluridisciplinaires. Approbation de l'avis de marché et détermination du mode de passation du marché.	3e/1e E/2003.569.090 AB
24.	Projet Parcours Interprétation spectacle - Beaux-Arts/Abattoirs (Phasing out). Choix d'un programmiste. Information au Conseil Communal du mode de passation et de l'avis de marché approuvés par le Collège en application de l'Article 234 de la Loi communale.	3e/1e E/2003.772.170 TO/AB
25.	Projet Parcours Interprétation spectacle - Beaux-Arts/Abattoirs -. (Phasing Out). Approbation du cahier des charges relatif au choix d'un programmiste. <u>(SOUS RÉSERVE)</u>	3e/1e 2003.772.170 TO/AB

N° d'ordre	INDICATION SOMMAIRE DE L'AFFAIRE	N° des dossiers
	<u>RAPPORTEUR : Mme COLINIA</u>	
26.	Remploi de fonds à concurrence de 17.352,54 € destiné à financer les honoraires de la Malogne, suivi géologique.	Gestion financière 5937
27.	Désaffectation de reliquats d'emprunt à concurrence de 13.523 € destiné à financer la fourniture et la pose de protections solaires aux écoles de Mons.	Gestion financière 5923
28.	Impôt sur les établissements occupant du personnel de bar. Modification du règlement pour les exercices 2003 à 2006 (taux ramené de 10.000 € à 5.000 €)	Gestion financière T/2003/46
29.	Impôt sur la délivrance de documents administratifs. Modification du règlement pour les exercices 2003 à 2006 (ajout de deux exonérations)	Gestion financière T/2003/04001/ 361.04
30.	Redevance pour la délivrance de documents administratifs. Modification du règlement pour les exercices 2003 à 2006 (tarif délivrance documents urbanisme).	Gestion financière T/URBAN.
31.	Redevance sur les prestations communales techniques. Création du règlement pour les exercices 2003 à 2006.	Gestion financière R/2003/04001/ 361-48
32.	Fabrique d'Eglise Saint-Martin à Obourg. Budget général des dépenses et des recettes pour l'exercice 2002.	Gestion financière B2002/79010
	<u>RAPPORTEUR : M. CARPENTIER</u>	
33.	Circulaire L/2002/25 concernant la qualité de l'habitat social locatif. Programme spécial d'investissement.	Cellule Logement AA/JR/02
34.	Rapport d'activités de la Commission Consultative de l'Aménagement du Territoire pour l'exercice 2002.	Urbanisme CCAT/2002

N° d'ordre	INDICATION SOMMAIRE DE L'AFFAIRE	N° des dossiers
35.	Établissement d'un schéma de structure, PCDN et RCU. Avenant N°4 : Programme communal de mise en œuvre des Z.A.D.	Urbanisme UR2003/Schéma Structure/PCDN/ RCU
36.	Prise en location du bâtiment Piazza Arts à Mons et sous-location au Centre de Diffusion Cinématographique Montois. Approbation.	Cellule foncière RF/RB
37.	Mesvin. Échange de parcelles de terrain sises rue du Point du Jour, cadastrées ou l'ayant été section A n°s 171 Y/partie et 173 B/partie suite à l'élargissement partiel et la suppression partielle du chemin n° 3 à Mesvin.	Cellule foncière CF/MV
38.	Obourg. Acquisition pour cause d'utilité publique d'une emprise de 09,21 ca à prendre dans une propriété sise à Obourg, rue Sainte Appoline, cadastrée section B n° 89 B2, dans le cadre des travaux d'aménagement sur le territoire d'Obourg.	Cellule foncière CF/MV
39.	Obourg. Aliénation des excédents des emprises et des assiettes de voirie aliénables résultant des travaux réalisés en 1952 et 1953 par la commune d'Obourg à la rue Taille Coleau d'une contenance de 1550 m².	Cellule foncière CF/MV
40.	Ghlin. Aliénation de parcelles de terrain sises rue de l'Aulnoye, cadastrées section C n°s 434 L et 434 H d'une contenance respective de 37 ares 42 ca et 43 ares 20 ca.	Cellule foncière CF/MV
41.	Mons. Acquisition de parcelles de terrain sises rue Valenciennaise, cadastrées section B n° 701 D15 et 699 F partie, dans le cadre de la nouvelle implantation des terrains de tennis.	Cellule foncière CF/MV
42.	Ghlin. Rue Meurisse, n°1 - aliénation du bâtiment appartenant au domaine public de la Ville de Mons, cadastré section B n° 601 K, d'une superficie de 09 a 50 ca.	Cellule foncière CF/MDB24.02. 03/001
43.	Hall Multifonctionnel. Renonciation anticipée au droit de superficie. Acte relatif aux frais généraux.	Régie foncière HALL/VENTE 030210

N° d'ordre	INDICATION SOMMAIRE DE L'AFFAIRE	N° des dossiers
44.	Régie Communale Autonome. Désignation de l'IDEA en tant que membre du Conseil d'administration.	Régie foncière 030.127/Régie aut./Personnel
45.	ASBL "Mons-Logements". Compte et bilan de l'exercice 2001. Approbation.	Gestion financière C/C2001
46.	ASBL "Mons-Logements". Budget de l'exercice 2002. Approbation	Gestion financière C/B2002
<u>RAPPORTEUR : M. DARVILLE</u>		
47.	Budget extraordinaire. Acquisition de matériel informatique pour l'Académie des Métiers, des Arts et des Sports de la Ville de Mons. Modification du cahier des charges.	8e/2e E/2002/ BD/kl/18
48.	Budget extraordinaire. Acquisition de matériel informatique pour l'École Industrielle Supérieure de la Ville de Mons.	8e/2e E/2002/ BD/kl/4
49.	Budget extraordinaire. Acquisition de mobilier scolaire pour l'Académie des Métiers, des Arts et des Sports de la Ville de Mons. Approbation du projet et mode de passation du marché.	8e/2e E/2003/ BD/kl/1
50.	ÉCOLES PRIMAIRES ET MATERNELLES COMMUNALES. Ouverture de classes maternelles dites "d'été" au 6.1.2003.	8e/1e 64
51.	INSTITUT COMMUNAL D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE – PROMOTION SOCIALE. Nouvelle dénomination au 1.7.2003.	8e/2e 990
<u>RAPPORTEUR : M. DEPLUS</u>		
52.	Conseil Culturel Participatif. Accord sur les modalités de fonctionnement.	Cabinet du Bourgmestre CCP/001/AN
53.	Mons. ASBL "Gestion Centre-Ville". Subsidés. Liquidation de deux douzièmes provisoires. Ratification des décisions prises par le Collège en application de l'art. 249 de la Loi communale.	Économie AE/01.03.23. HW.CF

N° d'ordre	INDICATION SOMMAIRE DE L'AFFAIRE	N° des dossiers
54.	ASBL "Mons-Musique". Compte et bilan de l'exercice 2001. Approbation.	Gestion financière C/C2001
55.	ASBL "Orchestre Royal de Chambre de Wallonie". Budget de l'exercice 2002 (d'avril à décembre). Approbation.	Gestion financière C/B2002
56.	Convention 2003/2006 avec l'ASBL "Feux de la Saint-Jean". Approbation.	Culture 6013
	<u>RAPPORTEUR : Mme CRUVEILLER</u>	
57.	Création d'une Plate-Forme d'Observation et d'Actions en faveur des personnes du Troisième Age.	Solidarité et Affaires sociales
	<u>RAPPORTEUR : Mme HOUDART</u>	
58.	Résiliation d'actes de concessions pour état d'abandon permanent au cimetière de Jemappes.	2e Inhumations
	<u>HUIS CLOS</u>	
	<u>RAPPORTEUR : M. DI RUPO</u>	
59.	<u>ADMINISTRATION CENTRALE.</u>	
	a) Mise en disponibilité pour cause de maladie d'un Employé d'Administration - Modification	1e 4330
	b) Prorogation d'une interruption de carrière à 4/5ème temps accordée à une Employée d'Administration	1e 3354

N° d'ordre	INDICATION SOMMAIRE DE L'AFFAIRE	N° des dossiers
60.	<u>SERVICES TECHNIQUES.</u> a) Promotion d'un Directeur Général Adjoint au grade de Premier Directeur Général Adjoint. b) Prorogation des réserves de recrutement d'agents techniques et agents techniques en chef pour les services Voirie, Bâtiment, Urbanisme, Propreté Publique.	1e 10116 1e 3628.N
61.	<u>PERSONNEL OUVRIER.</u> a) Démission honorable d'un Contremaître en Chef définitif b) Prorogation d'une interruption de carrière d'un ouvrier qualifié définitif. c) Mise en disponibilité pour cause de maladie d'un ouvrier définitif d) Interruption partielle de carrière d'un ouvrier qualifié définitif pour un an à dater du 1.3.2003.	1 ^e 3652 1e 8/4064 1e 11564 1e 10550
62.	<u>PERSONNEL D'ENTRETIEN</u> a) Octroi d'une pause carrière à ½ temps à une Technicienne de Surface définitive. b) Modification de la durée d'une interruption de carrière à ½ temps c) Mise à la pension prématurée pour inaptitude physique d'une technicienne de surface.	1e 3503 1e 3456 1e 3452
63.	<u>AGENTS CONTRACTUELS SUBVENTIONNES.</u> a) Congé parental (interruption de carrière) d'une assistante sociale à dater du 03 mars 2003 (mi-temps) b) Octroi d'un congé parental dans le cadre d'une interruption complète de carrière à une technicienne de surface à mi-temps	1e 11351 1e 11886.3

N° d'ordre	INDICATION SOMMAIRE DE L'AFFAIRE	N° des dossiers
	c) Fin d'interruption de carrière – Reprise du travail d'un agent technicien de prévention d) Adoption d'une convention de mise à disposition d'un agent de niveau 1 à l'A.S.B.L. «R.A.E.C. de Mons» e) Adoption d'une convention de mise à disposition d'un commis à mi-temps à l'A.S.B.L. «Les Amis de l'E.I.S.» f) Modification de la durée d'une interruption complète de carrière accordée à un rédacteur . g) Transformation d'une interruption de carrière par réduction d'1/2 temps en une interruption de carrière par réduction d'1/5 temps d'un rédacteur. h) Prorogation d'une interruption de carrière par réduction des prestations d'1/5ème temps accordée à un rédacteur i) Prorogation d'une interruption complète de carrière accordée à une technicienne de surface. j) Prolongation d'une interruption complète de carrière accordée à un ouvrier qualifié. k) Fin anticipée d'une Interruption complète de carrière accordée à un surveillant des travaux contractuel.	1e 11011 1e 12383 1e 12307 1e 11463.6 1e 11295.5 1e 11211.4 1e 10520.4 1e 10855.13 1e 11117
64.	<u>POLICE - PERSONNEL</u> a) Retrait de la délibération en date du 23 avril 2001 relative à la promotion d'un Commissaire Adjoint au grade de Commissaire Adjoint Inspecteur suite à l'Arrêt du Conseil d'État du 22/10/2002 suspendant l'acte. b) Nomination d'un Commissaire Adjoint au grade de Commissaire Adjoint Inspecteur.	1e 5017/1 1e 5017/2
65.	<u>SERVICE INCENDIE.</u> a) Nomination à titre définitif d'un Sapeur-Pompier Professionnel Chauffeur Stagiaire.	1e 12261

N° d'ordre	INDICATION SOMMAIRE DE L'AFFAIRE	N° des dossiers
	b) Nomination à titre définitif d'un Sapeur-Pompier Professionnel Chauffeur Stagiaire. c) Nomination à titre définitif d'un Sapeur-Pompier Professionnel Chauffeur Stagiaire. d) Nomination à titre définitif d'un Sapeur-Pompier Professionnel Chauffeur stagiaire. e) Promotion d'un Sergent Pompier Professionnel au grade de Premier Sergent dans le département Incendie. f) Promotion d'un Sapeur-Pompier Professionnel Chauffeur au grade de Caporal dans le département Incendie. g) Promotion de deux Sapeurs-Pompiers Professionnels Chauffeurs au grade de Caporal dans le département ambulance. h) Promotion d'un Sous-Lieutenant Médecin à temps partiel au grade de Lieutenant. i) Octroi d'un congé préalable à la pension, au 1er août 2003, au Capitaine-Commandant Directeur du Centre 100 – Rinsis, Chef de Service. j) Démission honorable d'un Premier Sergent Pompier Professionnel k) Mise à la pension d'office pour inaptitude physique définitive d'un Sapeur-Pompier Professionnel Chauffeur. l) RINSIS – Promotion d'un agent au grade de Sous-Chef Opérateur <u>RAPPORTEUR : M. DARVILLE</u>	1e 12155 1e 12156 1e 12163 1e 5015.1 1e 5015.2 1e 5015.3 1e 10178 1e 3435 1e 3257 1e 11199 1e 10229
66.	<u>ÉCOLES PRIMAIRES ET MATERNELLES COMMUNALES</u> a) Désignations à titre temporaire dans un emploi vacant à mi-temps d'institutrices maternelles. 8054/8103/3083/3060/3314/3067/3061	8e/1e

N° d'ordre	INDICATION SOMMAIRE DE L'AFFAIRE	N° des dossiers
	b) Désignation à titre temporaire dans un emploi vacant à temps plein d'une institutrice maternelle. c) Désignations à titre intérimaire d'institutrices primaires. 3306/3282/3108/3135/3141 d) Désignations à titre intérimaire d'institutrices maternelles e) Agréation de la désignation à titre intérimaire de maîtresses spéciales de religion catholique. 3311/3290/3307/3317/3318 f) Désignations à titre intérimaire de maîtres spéciaux d'éducation physique. g) Demande de congé parental par une maîtresse spéciale de religion catholique. h) Désignation à titre intérimaire d'un directeur d'école. i) Mise en disponibilité précédant la pension de retraite de type 1 d'institutrices primaires définitives. j) Mise en disponibilité pour maladie d'institutrices primaires. k) Modification de délibérations désignant des institutrices primaires à titre intérimaire. l) Nomination à titre définitif d'une directrice d'école. m) Modification de la délibération désignant un maître spécial de religion islamique.	8e/1e 3011 8e/1e 8e/1e 3188/ 3316/3060 8e/1e 8e/1e 3312/ 3313/3098 8e/1e 3093 8e/1e 6774 8e/1e 5589/6605 8e/1e 5972/6069 8e/1e 3289/3284 8e/1e 5815 8e/1e 7635
67.	<u>ACADÉMIE DES MÉTIERS, DES ARTS ET DES SPORTS</u> 1) Désignation d'un sous-directeur à temps plein à titre temporaire dans un emploi non vacant.	8e/2e 6490

N° d'ordre	INDICATION SOMMAIRE DE L'AFFAIRE	N° des dossiers
	2) Désignation d'une secrétaire de direction à temps plein à titre temporaire dans un emploi non vacant.	8e/2e 7825
	3) Mise en disponibilité pour maladie d'une surveillante-éducatrice	8e/2e 6376
	4) Modification de la délibération du Conseil communal du 16.12.2002 rappelant provisoirement à l'activité un professeur de cours techniques.	8e/2e 6471
	5) Rappel provisoire à l'activité dans un emploi vacant d'un professeur de cours techniques et de cours de pratique professionnelle.	8e/2e 6290
	6) Rappel provisoire à l'activité dans un emploi non vacant d'un professeur de cours techniques et de cours de pratique professionnelle	8e/2e 6508
	7) Réaffectation d'un professeur de pratique professionnelle	8e/2e 6808
	8) Rappel provisoire à l'activité dans un emploi non vacant d'un professeur de cours techniques et de cours de pratique professionnelle.	8e/2e 6471-1
	9) Octroi d'un mi-temps médical à un professeur de cours généraux et de cours techniques.	8e/2e 5862
	10) Désignation, par détachement, d'un chef d'atelier, à titre temporaire dans un emploi non vacant.	8e/2e 6290-1
	11) Désignation, par détachement, d'un professeur de pratique professionnelle sans élèves, à titre temporaire dans un emploi non vacant.	8e/2e 6789
	12) Désignation, par détachement, d'une chargée de cours techniques, à titre temporaire, dans un emploi vacant.	8e/2e 6462
	13) Désignation, par détachement, d'un chef d'atelier, à titre temporaire, dans un emploi non vacant.	8e/2e 7183
	14) Désignation d'une chargée de cours généraux à titre temporaire dans un emploi non vacant	8e/2e 8376

N° d'ordre	INDICATION SOMMAIRE DE L'AFFAIRE	N° des dossiers
	15) Désignation d'une chargée de cours spéciaux à titre temporaire dans un emploi vacant.	8e/2e 8351
	16) Désignation d'une chargée de cours de pratique professionnelle à titre temporaire dans un emploi non vacant.	8e/2e 8406
	17) Désignation d'un chargé de cours techniques à titre temporaire dans un emploi non vacant.	8e/2e 8361
	18) Désignation d'un chargé de cours spéciaux à titre temporaire dans un emploi vacant.	8e/2e 8319
	19) Désignation d'une chargée de cours généraux à titre temporaire dans un emploi vacant.	8e/2e 8294
	20) Désignation d'un chargé de cours techniques et de cours de pratique professionnelle, à titre temporaire dans un emploi non vacant.	8e/2e 8419
	21) Désignation d'une chargée de cours de morale à titre temporaire dans un emploi non vacant.	8e/2e 8420
	22) Désignation d'une surveillante-éducatrice, à mi-temps à titre temporaire dans un emploi non vacant.	8e/2e 8421
	23) Désignation d'une chargée de cours techniques, à titre temporaire dans un emploi non vacant.	8e/2e 6965
	24) Désignation d'une chargée de cours de religion protestante à titre temporaire dans un emploi vacant.	8e/2e 7223
	25) Interruption partielle de la carrière professionnelle d'un professeur de cours techniques et de cours de pratique professionnelle.	8e/2e 6491
	26) Interruption partielle de la carrière professionnelle d'un professeur de cours généraux	8e/2e 6202
	27) Diminution d'attributions d'un professeur de cours techniques	8e/2e 8364
	28) Désignation à titre temporaire d'un professeur de cours spéciaux	8e/2e 8328

N° d'ordre	INDICATION SOMMAIRE DE L'AFFAIRE	N° des dossiers
	29) Désignation d'une chargée de cours spéciaux à titre temporaire dans un emploi non vacant	8e/2e 8408
	30) Démission de ses fonctions d'un professeur de cours techniques et de cours de pratique professionnelle	8e/2e 7097
68.	<u>ÉCOLE INDUSTRIELLE SUPÉRIEURE DE MONS</u>	
	a) Désignation d'une sous-directrice à temps plein, à titre temporaire dans un emploi vacant.	8e/2e 6390
	b) Désignation d'un sous-directeur à temps plein, à titre temporaire dans un emploi non vacant.	8e/2e 8169
	c) Désignation à titre temporaire d'une chargée de cours techniques (prolongation).	8e/2e 8412
	d) Désignation à titre temporaire d'une chargée de cours techniques (prolongation).	8e/2e 8413
	e) Désignation à titre temporaire d'une chargée de cours généraux.	8e/2e 8218
	f) Désignation à titre temporaire d'une chargée de cours généraux (augmentation d'attributions).	8e/2e 8294
	g) Désignation à titre temporaire d'un chargé des cours généraux.	8e/2e 8423
	h) Désignation à titre temporaire d'un chargé de cours généraux.	8e/2e 7865
	i) Désignation à titre temporaire d'un chargé de cours techniques (augmentation d'attributions).	8e/2e 8169
	j) Désignation à titre temporaire d'un expert-pédagogique (emploi non vacant).	8e/2e 8422
	k) Désignation à titre temporaire d'une chargée de cours généraux.	8e/2e 8350

N° d'ordre	INDICATION SOMMAIRE DE L'AFFAIRE	N° des dossiers
69.	l) Désignation à titre temporaire d'une chargée de cours généraux.	8e/2e 8424
	m) Désignation à titre temporaire d'une surveillante-éducatrice.	8e/2e 8414
	<u>INSTITUT COMMUNAL D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE – PROMOTION SOCIALE</u>	
	a) Désignation d'une sous-directrice à temps plein, à titre temporaire dans un emploi non vacant.	8e/2e 6499
	b) Désignation d'un sous-directeur à mi-temps à titre temporaire dans un emploi vacant.	8e/2e 6009
70.	c) Désignation à titre temporaire d'un expert pédagogique.	8e/2e 8422 A
	<u>ACADÉMIE DE MUSIQUE</u>	
	a) Désignation de trois professeurs de formation musicale à titre temporaire dans un emploi non vacant.	8e/3e 3186/ 3288/3309
	b) Détachement pédagogique d'un professeur de Diction/Déclamation à titre définitif, en vue d'exercer une fonction à titre temporaire dans l'enseignement artistique supérieur.	8e/3e 7459
	c) Désignation de deux professeurs de Diction/Déclamation à titre temporaire dans un emploi non vacant.	8e/3e 3228/3315
	d) Démission d'un secrétaire à titre définitif en vue de sa mise à la retraite.	8e/3e 6144
	e) Mise en disponibilité pour maladie d'un professeur de Musique de Chambre.	8e/3e 6739
	f) Détachement pédagogique d'un professeur de Formation musicale, à titre définitif, en vue d'exercer une fonction de promotion dans un autre pouvoir organisateur.	8e/3e 7439

N° d'ordre	INDICATION SOMMAIRE DE L'AFFAIRE	N° des dossiers
71.	<u>RAPPORTEUR : Mme CRUVEILLER</u> <u>PERSONNEL DES CRÈCHES</u> a) Congé parental (interruption de carrière) à mi-temps à dater du 01.09.2003 à une puéricultrice. b) Mise à la retraite pour inaptitude physique d'une puéricultrice définitive	1e 10547 1e 3304

Arrêté l'ordre du jour qui précède comportant 71 objets

En séance à Mons, le 13 février 2003

PAR LE COLLÈGE

Le Secrétaire communal,
Bernard VANCAUWENBERGHE

Le Bourgmestre-Président,
Elio DI RUPO

NB. Les Commissions du Conseil communal auront lieu aux jours et heures ci-après

MERCREDI 19 FÉVRIER 2003

Commission du Budget, des Finances et de l'Emploi	18 heures
Commission de l'Intérieur	18 heures 30
Commission de la Solidarité, des Affaires Sociales, de la Famille et de la Jeunesse	19 heures

JEUDI 20 FÉVRIER 2003

Commission du Logement, de l'Urbanisme, de la Mobilité et de la Régie Foncière	18 heures 30
Commission de l'Éducation	19 heures
Commission de la Culture, du Tourisme et de l'Économie	19 heures 30

VENDREDI 21 FÉVRIER 2003

Commission du Bourgmestre	18 heures
---------------------------	-----------

Commission du Cadre de Vie.

18 heures 30